



NEWSLETTER
10-2024



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

JURISPRUDENCE :

- [Cass. Civ. 2eme 19/09/2024 n° 22-19. 698](#) – **réclamation** : L'arrêt rappelle que l'article L. 124-1 du code des assurances dispose que, dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé et que l'article L. 124-3, alinéa 2, du même code énonce que l'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré. Il relève que la société SEB n'allègue pas et, a fortiori, ne démontre pas, avoir indemnisé une victime, ni même avoir fait l'objet, de la part d'une victime, d'une quelconque demande d'indemnisation en lien avec la crise sanitaire de juin 2011, de sorte que les préjudices sont, en l'état, simplement éventuels, donc futurs et incertains. La cour d'appel en a souverainement déduit que le liquidateur judiciaire ne justifiait pas d'un intérêt né et actuel pour obtenir la garantie de l'assureur.
- [Cour d'Appel de Colmar 2eme Civ. n° 22/01104 du 5/09/2024](#) – **délai de forclusion** - Selon l'article 1386-16 ancien, devenu 1245-15 du code civil, l'action est soumise, sauf faute du producteur, à un délai de forclusion de dix ans après la mise en circulation du produit qui a causé le dommage à moins que, durant cette période, la victime n'ait engagé une action en justice. En l'occurrence la mise en circulation du produit est nécessairement antérieure à l'achat de l'appareil par les époux [D], le 8 décembre 2006, de sorte que l'action engagée le 30 décembre 2016 par la société ACM lard, subrogée dans les droits de son assuré, est forclosée, sauf à ce que soit rapportée la preuve d'une faute du producteur distincte du seul défaut de sécurité du produit et susceptible de permettre à l'appelante d'agir sur un autre fondement juridique que celui de la responsabilité de plein droit du fait des produits défectueux. En l'absence de démonstration d'une faute de la société BSH Electroménager distincte de la défectuosité du produit, l'action de la société ACM lard, engagée plus de 10 ans après la mise en circulation du lave-linge, doit être déclarée irrecevable comme forclosée.

CONFORMITE :

- **SANCTIONS RUSSIE** : [Affaire C-109/23 \[Jemerak\]](#)

L'article 1er, point 12, du Règlement UE 2022/1904 modifie l'article 5 quindecies paragr. 2 du Règlement UE no 833/2014 et dispose qu'il est interdit de fournir, directement ou indirectement des services de conseil juridique à des personnes morales, des entités ou des organismes établis en Russie. Il conserve l'article 5 quindecies paragr. 6 qui permet par exemption de fournir des services de conseil juridique strictement nécessaires pour garantir l'accès aux procédures judiciaires, administratives ou d'arbitrage. La CJUE décide donc logiquement qu'un notaire allemand est autorisé à authentifier et exécuter un contrat de vente d'un bien immobilier localisé en Allemagne dont le vendeur est une personne morale établie en Russie non soumise à sanctions.



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

➤ [Mise à jour des meilleures pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives \(n° 11623/24 du 3 juillet 2024 \) – sanctions](#)

Les Etats membres de l'Union Européenne applique la règle des 50 % de propriété dans le cadre des contrôles règlementaires relatifs aux sanctions internationales – LCBFT sur l'impulsion de l'OFAC US. Ainsi lorsqu'une personne morale, un groupe ou une entité faisant l'objet de sanctions individuelles et étant listées Special Designated Persons (SDN), est en possession de 50 % ou plus des droits de propriété d'une personne morale, d'un groupe ou d'une entité, ou détient une participation majoritaire de 50% ou plus des actifs d'une société, cette dernière est considérée comme listée SDN. La règle européenne couvre a) la propriété indirecte par l'intermédiaire d'autres entités détenues à 50 % ou plus par des personnes faisant l'objet de sanctions , ou b) une entité qui agit au nom de (pas aux USA) ou pour le compte d'une personne physique ou morale listée. La règle des 50% s'applique aux sanctions individuelles. Pour les sanctions sectorielles (ex : secteur du transport) les USA, contrairement à l'UE, appliquent la règle des 50% avec un principe d'agrégation, ainsi le seuil de détention de 50% est déterminé sur la base d'une agrégation des parts de plusieurs individus/entités listés SDN au sein d'une même entreprise.

REGLEMENTATIONS

➤ [Circulaire de présentation des dispositions de la loi n° 2024-582 du 24 juin 2024 améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels.](#)

Ce texte explicite trois volets de la loi :

- le renforcement du dispositif de saisie et de confiscation
- la rationalisation de la gestion des biens saisis et confisqués
- l'amélioration de l'indemnisation des victimes

• La confiscation de patrimoine est étendue aux infractions de corruption et de trafic d'influence actifs et passifs punies de dix ans d'emprisonnement. L'article 6 prévoit que dans le cadre d'une Convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) le procureur de la République peut proposer à une personne morale de se dessaisir au profit de l'Etat de tout ou partie des biens saisis dans le cadre de la procédure

• La loi du 24 juin 2024 précise les cas dans lesquels le procureur de la République, les juridictions d'instruction ou les juridictions de jugement, pourront ne pas restituer les biens placés sous-main de justice et qui sont l'instrument ou le produit de l'infraction, ces biens étant gérés par l'AGRASC (Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués)

• L'article 10 de la loi modifie l'article 485-1 du code de procédure pénale applicable au tribunal correctionnel et l'article 365-1 applicable à la cour d'assises afin de supprimer l'obligation de motivation de la peine de confiscation « en valeur » du produit ou de l'objet de l'infraction (alinéa 10 de l'article 131-21 du code pénal)

• L'article 16 de la loi complète l'article 131-21 du code pénal afin de prévoir que la décision définitive de confiscation d'un bien immobilier prononcée à titre de peine vaut titre d'expulsion à l'encontre de la personne condamnée et de tout occupant

- L'article 2 de la loi modifie l'article 706-164 du code de procédure pénale afin de permettre à la partie civile d'être indemnisée sur l'ensemble des biens saisis dans le cadre d'une procédure pénale dont la propriété a été transférée à l'Etat, et non plus seulement sur ceux ayant fait l'objet d'une décision de confiscation par les juridictions de jugement.

➤ [Règlement UE 2024/1624 du 31/05/2024 relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme.](#)

Ce Règlement européen sera automatiquement applicable à partir du 10 juillet 2027 dans les Etats membres :

- rappelle des fondamentaux dans l'analyse de risques (cartographie des risques, rédaction de politique et procédures, mise en place d'un processus de contrôle interne, fonctions clés de la conformité- art. 10 et 11) ;
- précise la nécessité d'évaluer l'intégrité du personnel d'une entreprise avant toute prise de fonction pour éviter les conflits d'intérêts (art. 13) ;
- requiert que les entités assujetties établissent des canaux de signalement interne qui satisfont aux exigences énoncées dans la directive (UE) 2019/1937 (art.14). En France ce sujet est traité dans le Décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte ;
- précise les modalités de mise en place de dispositifs au sein des groupes d'entreprises (art. 16 et 17). Ainsi lorsque le droit d'un pays tiers ne permet pas de se conformer au Règlement, l'entreprise mère prend des mesures supplémentaires pour veiller à ce que les succursales et filiales situées dans ce pays tiers traitent efficacement le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, et informe les superviseurs de son Etat membre d'origine de ces mesures supplémentaires ;
- requiert que les entités assujetties informe le superviseur de tout acte de sous-traitance avant que le prestataire de services ne commence à exécuter les tâches sous-traitées pour l'entité assujettie dans la mesure où l'entité assujettie demeure pleinement responsable de toutes les actions, qu'il s'agisse d'actes ou d'omissions, liées aux tâches sous-traitées qui sont exécutées par des prestataires de services (art.18.1). Attention la sous-traitance est interdite pour la proposition et l'approbation de l'évaluation des risques à l'échelle de l'entité réalisée par l'entité assujettie, tâches dévolues au responsable conformité et à la gouvernance de l'entreprise ;
- Liste en annexe III les facteurs de risque élevés ;
- L'article 69.7 requiert que les entités assujetties veillent à ce que le gestionnaire de la conformité désigné ainsi que tout membre du personnel ou toute personne occupant une position comparable, y compris les agents et distributeurs, qui participent à l'exécution des tâches couvertes par le présent article bénéficient d'une protection contre les représailles, les discriminations et tout autre traitement inéquitable résultant de l'exécution de ces tâches ;
- **Transport** : L'article 74 concerne les déclarations fondées non pas sur des soupçons mais sur des seuils de transactions portant sur certains biens de grande valeur :
« 1. Les personnes négociant des biens de grande valeur déclarent aux CRF toutes les transactions relatives à la vente des biens de grande valeur mentionnés ci-après lorsque ces biens sont acquis à des fins non commerciales :
a) des véhicules à moteur pour un prix égal ou supérieur à 250 000 EUR ou l'équivalent en monnaie nationale;
b) des véhicules nautiques pour un prix égal ou supérieur à 7 500 000 EUR ou l'équivalent en monnaie nationale;
c) des aéronefs pour un prix égal ou supérieur à 7 500 000 EUR ou l'équivalent en monnaie nationale. »
- La nouvelle Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC) émettra des orientations à l'intention des entités assujetties dès 2026.

Les dispositions de ce Règlement concernent toutes les entités assujetties au regard du Code monétaire et financier.

- [Sanctions internationales et LCB-FT au UK - nouveaux acteurs assujettis et nouveaux reportings](#) : Les autorités britanniques publient des Recommandations de mise en œuvre du Sanctions and Anti-Money Laundering Act de 2018 et des [Trade, Aircraft and Shipping Sanctions \(Civil Enforcement\) Regulations 2024](#). Ces Recommandations concernent les entreprises nationales et leurs entités domiciliées à l'étranger exerçant des activités commerciales ainsi que des activités liées au shipping et à l'aéronautique en vue de permettre une mise en œuvre effective des mécanismes de sanctions de l'ONU et du UK. En plus des entités réglementées classiques (ex : institutions financières...) les acteurs ciblés suivants doivent procéder à une déclaration auprès des autorités compétentes en cas de connaissance ou de soupçons de violation des réglementations dans le cadre de leur secteur d'activités qu'il s'agisse de transactions commerciales ou de loisirs :

Aéronautique

Opérateurs aéronautiques
Société d'affrètement
Exploitant d'avion
Pilote

Shipping

Société d'affrètement
Autorité portuaire
Capitaine
Pilote

Le non respect des dispositions légales et réglementaires implique des sanctions pénales pour les entreprises et leur gouvernance, assorties de sanctions financières. La sanction financière maximale encourue est fixée à £1 million ou 50% de la valeur estimée du préjudice causé par la violation réglementaire, ou de la valeur de l'aéronef ou du navire utilisé en lien avec une violation réglementaire. Les autorités compétentes en charge de la mise en œuvre des régimes de sanctions au UK sont le Department for Business and Trade (DBT) /Office of Trade Sanctions Implementation (OTSI) en général, et le Department for Transport (DFT) pour les sanctions sectorielles dans le domaine du transport.
